

Schulich  
School of Business  
Université York

Compte rendu du Sommet concernant les  
rapports d'entreprise sur l'environnement et la durabilité

18 MAI 2001 TORONTO



# Table des matières

Programme  
Compte rendu  
Le point des vue des institutions  
Le point de vue des praticiens  
Ateliers  
Pleins feux sur la recherche  
Conférenciers et participants  
Organisateurs du Sommet  
Commanditaires

## Commanditaires

La Sustainable Enterprise Academy de la Schulich School of Business et le Sustainability Reporting Program tiennent à remercier les organismes suivants de leur générosité en tant que commanditaires du Sommet.



**Micheal Keating**  
Directeur général  
Sustainability Reporting Program

**Toronto, juillet 2001**

## AVANT-PROPOS

Le Sommet concernant les rapports d'entreprise sur l'environnement et la durabilité a été un événement on ne peut plus canadien. Désireux de tenir un dialogue constructif concernant les rapports d'entreprise sur la durabilité, les soussignés ont partagé leur enthousiasme à cet égard avec des sociétés, des commentateurs et des organisations non gouvernementales de premier plan, ainsi qu'avec des ministères. En l'espace de quelques semaines, près d'une centaine de personnes se sont inscrites à un colloque consacré exclusivement à l'avenir des rapports d'entreprise au Canada, un avenir qui s'annonce distinct et dynamique.

Nous croyons que l'énergie qui s'est dégagée de ce sommet est révélatrice de la détermination des entreprises canadiennes et des intéressés à adopter des pratiques exemplaires, mondialement reconnues, de communication interactive en vue de rendre compte de leur performance en trois volets (économique, sociale et environnementale), et ce, sous le signe du dynamisme, de la collégialité, de l'intégration des intéressés et de l'innovation.

De même, nous sommes d'avis que les participants à ce colloque résolument tourné vers l'avenir ont proposé des scénarios très concrets illustrant ce qui pourrait se produire dans cinq ans et que, ce faisant, ils ont posé pour les entreprises et les administrations publiques canadiennes de très solides assises en vue de définir les orientations à ce chapitre. Si nous savons comment nous y prendre, une excellente source de valeur ajoutée attend les entreprises canadiennes, les intéressés, voire l'économie dans son ensemble.

Nous nous réjouissons à l'idée de continuer à jouer un rôle de catalyseur dans ce domaine. Nous considérons le présent rapport comme l'amorce d'un dialogue profond avec les autres intervenants déterminés à entreprendre ce voyage. Nous tenons à remercier tout particulièrement les commanditaires, les conférenciers et les participants de leur enthousiasme et de leur volonté de nous accompagner dans cette voie.

**David Wheeler**  
Professeur et président  
Erivan K. Haub Program in Business and Sustainability  
Schulich School of Business, Université York

# Programme

## PROGRAMME DU SOMMET CONCERNANT LES RAPPORTS D'ENTREPRISE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA DURABILITÉ, 18 MAI 2001, TORONTO

### ALLOCATION DE BIENVENUE

**David Wheeler**, président et directeur, Erivan K. Haub Program in Business and Sustainability et Sustainability Enterprise Academy, Schulich School of Business

**Mel Wilson**, directeur principal et spécialiste en gestion de l'environnement, PricewaterhouseCoopers

### CONFÉRENCIER PRINCIPAL

#### RAPPORTS : MAIS OÙ ALLONS-NOUS?

**John Elkington**, président et fondateur de SustainAbility

## SÉANCES PLÉNIÈRES

### SITUATION ACTUELLE ET ORIENTATIONS FUTURES POUR LE CANADA - LE POINT DE VUE DES INSTITUTIONS

#### ÉCO-EFFICACITÉ - INDICATEURS ET RAPPORTS

**David McGuinty**, président-directeur général, Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

#### L'ICCA ET LA GRI : CAP SUR LES INDICATEURS DE DURABILITÉ À L'ÉCHELLE MONDIALE

**Allan Willis**, Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) et comité directeur de la Global Reporting Initiative

#### LE RAPPORT SUR LA DURABILITÉ : RÉPONDRE AUX BESOINS ET AUX ASPIRATIONS DES CANADIENS

**Micheal Keating**, directeur général, Sustainability Reporting Program

### SITUATION ACTUELLE ET ORIENTATIONS FUTURES POUR LE CANADA - LE POINT DE VUE DES PRATICIENS

**Valerie Chort**, chef de secteur, Environnement, Santé et Sécurité, Deloitte & Touche

**Gord Lambert**, directeur, Développement durable, Suncor Energy Inc.

**John Roberts**, vice-président, Environnement, Nexfor Inc.

**Vasudha Seth**, directrice générale, Environnement et Énergie, Dofasco Inc.

**Richard Gareau**, directeur, Affaires publiques, DuPont Canada Inc.

## **ATELIERS**

### **INTÉGRATION DES RAPPORTS AUX COMMUNICATIONS DE L'ENTREPRISE : UNE APPROCHE STRATÉGIQUE**

**Présentatrice : Cynthia Dyson**, directrice, Communications et Consultation, BC Hydro

**Animatrices : Sarah Thorne**, associée, Decision Partners; **Katharine Partridge**, Schulich School of Business

### **L'AVENIR DE LA VÉRIFICATION : DONNER LA CERTITUDE EXIGÉE PAR DE MULTIPLES UTILISATEURS**

**Présentateurs : Gord Lambert**, directeur, Développement durable, Suncor Energy Inc.

**Bea Olivastri**, présidente, Les Ami(e)s de la Terre

**Jim Frehs**, analyste principal des politiques, Ressources naturelles Canada

**Animateur : Mel Wilson**, directeur principal et spécialiste en gestion de l'environnement, PricewaterhouseCoopers

### **RAPPORTS D'ENTREPRISE : COMMENT MAXIMISER LA VALEUR POUR LES INTÉRESSÉS**

**Présentateurs : Ron Nielsen**, directeur, Affaires environnementales et Viabilité, Alcan Inc.

**Helen Ryan**, conseillère spéciale, Environnement Canada

**Rick Findlay**, directeur, Water Programme, Pollution Probe

**Animatrice : Valerie Chort**, chef de secteur, Environnement, Santé et Sécurité, Deloitte & Touche

### **ANALYSE COMPARATIVE DES RAPPORTS ET DES ENTREPRISES : COMMENT MAXIMISER LA VALEUR POUR LA COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE**

**Présentateurs : Paul Werbiski**, conseiller principal, Environnement, Ontario Power Generation

**Michael Jantzi**, président, Michael Jantzi Research Associates Inc.

**Matthew Kiernan**, directeur général, Innovest Strategic Value Advisors

**Animatrice : Mary MacDonald**, associée principale, Sustainability Reporting Program

### **LIENS EXISTANT ENTRE LES RAPPORTS ET LES INDICATEURS D'EFFICACITÉ ET DE PERFORMANCE FINANCIÈRE : L'ANALYSE DE RENTABILITÉ**

**Présentateurs : John Roberts**, vice-président,

Environnement, Nexfor Inc.

**David McGuinty**, président-directeur général, Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

**Animateur : Kevin Brady**, directeur, Five Winds International



# Compte rendu

## INTRODUCTION

Le Sommet concernant les rapports d'entreprise sur l'environnement et la durabilité a eu lieu le 18 mai 2001, à Toronto. Cette conférence, qui constituait une première canadienne, était organisée par la Sustainable Enterprise Academy de la Schulich School of Business (Université York) et le Sustainability Reporting Program. À cette occasion, des représentants de 20 grandes sociétés canadiennes, d'organismes publics et d'organisations non gouvernementales, ainsi que des experts-conseils et des commentateurs, se sont réunis afin d'essayer de voir comment les entreprises canadiennes pourraient rendre compte de la durabilité de leurs activités dans cinq ans et devenir des chefs de file mondiaux en la matière.

Durant la matinée, les conférenciers ont décrit le contexte canadien actuel et les orientations futures en ce qui a trait à la présentation de rapports, du point de vue des institutions et des praticiens. En après-midi, les délégués ont participé à des ateliers afin de discuter de leur vision de l'avenir des rapports publiés sur ces questions au Canada. Cinq thèmes ont plus précisément été abordés :

- l'intégration des rapports aux communications de l'entreprise : une approche stratégique;
- l'avenir de la vérification : donner la certitude exigée par de multiples utilisateurs;
- les rapports d'entreprise : comment maximiser la valeur pour les intéressés;
- analyse comparative des rapports et des entreprises : comment maximiser la valeur pour la communauté financière;
- liens existant entre les rapports et les indicateurs d'efficacité et de performance financière : l'analyse de rentabilité.

Le Sommet a été organisé avec la participation financière de trois ministères fédéraux (Environnement Canada, Ressources naturelles Canada et Industrie Canada), de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, ainsi que des groupes-conseils PricewaterhouseCoopers et Deloitte & Touche.

## COMPTE RENDU

En souhaitant la bienvenue aux délégués, **David Wheeler**, professeur à la Schulich School of Business et organisateur et président du Sommet, a indiqué que [TRADUCTION], « compte tenu de la sympathie naturelle qu'il éprouve

envers l'environnement et la justice sociale, le Canada pourrait faire autorité à ce chapitre à l'échelle mondiale. Les administrations publiques, la société civile et les entreprises ont toutes des choses très intéressantes à raconter, et il n'y a pas de place pour la modestie. Le monde entier doit savoir que les biens et les services qui proviennent du Canada portent la marque de la responsabilité environnementale et sociale. En cette ère de mondialisation, il s'agit là d'un atout que le Canada devrait exhiber avec fierté et qui devrait lui donner un avantage sur ses concurrents ». De l'avis du professeur Wheeler, la transparence de l'information sur la performance environnementale et la performance sociale pourrait constituer la clef de voûte de cet avantage concurrentiel.

## CONFÉRENCIER PRINCIPAL

### JOHN ELKINGTON

#### RAPPORTS : MAIS OÙ ALLONS-NOUS?

Au dire du conférencier principal, **John Elkington**, le Canada a une chance unique de devenir un chef de file mondial de la comptabilité environnementale et sociale « multiniveau ». M. Elkington, président et fondateur de SustainAbility, un groupe de réflexion mondialement connu, a mis en relief ce qu'il considère comme une lacune du marché. [TRADUCTION] « Les décideurs du monde entier ont compris que la mesure et la publication de rapports sont essentielles à l'efficacité de la gestion des problèmes environnementaux et sociaux urgents, par exemple les changements climatiques mondiaux et l'exclusion sociale ». Cependant, aucun pays n'a encore mis au point le mécanisme vital qui permettrait de "synchroniser" les rapports sur la durabilité publiés par les organismes internationaux, nationaux, régionaux et sectoriels de même que par les entreprises », a-t-il indiqué. De plus, M. Elkington croit que [TRADUCTION] « à la lumière de son bilan en matière de transparence et de reddition de comptes, du leadership historique exercé à l'égard des questions d'environnement et de justice sociale, ainsi que de sa direction éclairée dans la présentation de rapports aux échelons national, provincial et municipal et dans les entreprises, le Canada est on ne peut mieux placé pour combler cette lacune ».

Selon M. Elkington, un tel leadership doit être exercé, car dans les prochaines décennies la durabilité passera par une transformation systémique allant au-delà du paradigme actuel d'innovation technologique et de changements de comportement.

Afin d'insérer sa vision dans le contexte de la publication de rapports sur l'environnement et la durabilité, le conférencier a cité des extraits de son nouvel ouvrage, *The Chrysalis Economy* (Capstone, juin 2001, Union européenne; John Wiley, juillet 2001, États-Unis), ainsi que *The Global Reporters*, l'étude repère internationale sur les rapports d'entreprise sur la durabilité qui a été réalisée par SustainAbility en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

La vision présentée dans *The Chrysalis Economy* chevauche les trois prochaines décennies, une période où les sociétés auront à leur tête des PDG citoyens et où les valeurs de l'entreprise seront synonymes de création de valeur.

### **ELKINGTON S'EST INSPIRÉ DU MONDE DES INSECTES POUR CLASSER LES ENTREPRISES ET LES RAPPORTS SELON QUATRE ARCHÉTYPES :**

Les **locustes** sont les sociétés dont les activités ont un grand impact et sont « dégénératives » (c.-à-d. qu'elles affichent un rendement décroissant). Ce sont généralement les entreprises les plus conventionnelles au chapitre de la communication de l'information : leurs rapports mettent l'accent sur les répercussions de leurs activités, les systèmes industriels et l'application de la réglementation.

Les **chenilles** se distinguent des locustes en cela que leurs activités ont relativement peu d'impact. Toutefois, comme elles sont très nombreuses, l'incidence cumulative de leurs activités peut être dégénérative. Dans leurs rapports, en général, ces sociétés mesurent l'impact de leurs activités et rendent compte du degré de réalisation de leurs objectifs; elles ont un programme « évolutif » et évaluent les progrès réalisés au regard de chacune des questions ciblées.

À l'instar des chenilles, les **papillons** exercent des activités qui ont une faible incidence, sauf que celles-ci peuvent également être « régénératives » (elles peuvent être une source de valeur environnementale, de valeur sociale et de valeur économique au lieu d'engendrer une perte de valeur). Malheureusement, ces sociétés (par exemple, Ben and Jerry's et The Body Shop) ne pèsent pas lourd dans le secteur des entreprises et n'ont pas la puissance économique nécessaire pour entraîner des changements importants. Mais cela est en train de changer. En se concentrant sur les valeurs et les priorités, les campagnes et les partenariats stratégiques (p. ex. avec le World Business Council for Sustainable Development), les entreprises « papillons » arrivent de plus en plus à inscrire leurs activités dans la tendance de fond.

Selon M. Elkington, aucun de ces stades d'évolution n'est entièrement satisfaisant. Les entreprises doivent aller plus loin et devenir des **abeilles**, c'est-à-dire des entreprises qui, malgré leur impact marqué sur l'environnement, exercent à tout le moins certaines activités régénératives. Par exemple, Daimler-Chrysler a récemment affecté un milliard de dollars à des travaux de recherche-développement visant à mettre au point une pile à combustible. Les sociétés « abeilles » utilisent des modèles de développement durable au sein d'écosystèmes ou de grappes industriels, prospèrent grâce à l'innovation et à la « pollinisation croisée », pèsent lourd dans la balance et peuvent exercer une grande influence sur le marché.

Commentant la situation actuelle à l'échelle mondiale en matière de comptabilité environnementale, M. Elkington a fait allusion à l'étude *The Global Reporters*, qui renferme 50 exemples d'entreprises ayant adopté des pratiques exemplaires et novatrices, dont trois sociétés canadiennes : Nortel, BC Hydro et Dofasco. Sur une note maximale de 196, ces 50 sociétés ont obtenu une note moyenne de 84; l'entreprise qui ferme la marche a mérité une note de 57, alors que les six sociétés qui composent le peloton de tête ont obtenu une note qui varie de 111 à 122.

Le conférencier a fait remarquer que, bien que ces résultats démontrent que la communication de l'information est de plus en plus complexe, l'exercice doit se traduire non seulement par de meilleurs rapports, mais également par des changements véritables. Comme SustainAbility a commencé à réaliser la prochaine édition de l'étude *The Global Reporters* (qui doit paraître en septembre 2001), il a passé en revue plusieurs questions qui ont été mises en relief dans le cadre de ces préparatifs :

#### **OBSERVATIONS ET QUESTIONS**

- Les messages importants ne parviennent pas toujours aux intéressés. Pourquoi?
- Les principaux intéressés ne disposent pas des outils nécessaires pour interpréter l'information qui leur est communiquée. Comment pourrait-on remédier à la situation?
- La qualité des rapports ne garantit pas la durabilité des activités de la société. Alors quel est l'intérêt?
- La plupart des rapports demeurent des outils de communication unidirectionnelle. Comment pourrait-on améliorer la communication? En quoi l'analyse comparative des rapports serait-elle différente si les intéressés étaient aux commandes?

M. Elkington a souligné une question d'une

importance primordiale, soit le faible nombre de sociétés qui présentent des rapports sur la durabilité, ce qui pourrait amener certaines d'entre elles à faire marche arrière. En terminant, il a indiqué que nous devons trouver des façons d'utiliser les incitatifs financiers afin de promouvoir avec force le changement, de manière que les sociétés joignent le geste à la parole transmise aux intéressés.

## Le point de vue des institutions

### SITUATION ACTUELLE ET ORIENTATIONS FUTURES POUR LE CANADA - LE POINT DE VUE DES INSTITUTIONS

#### DAVID MCGUINTY

##### ÉCO-EFFICACITÉ - INDICATEURS ET RAPPORTS

« Si nous voulons passer de la théorie à la pratique en matière de durabilité, il est capital de publier des rapports sur la question », a indiqué **David McGuinty**, président-directeur général de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE). Cet organisme contribue à aiguiller ce processus dans la bonne direction en analysant les liens existant entre les indicateurs d'éco-efficacité des entreprises et les indicateurs des progrès réalisés à l'échelle nationale. Selon M. McGuinty, pour que ses efforts soient couronnés de succès, il est essentiel que la TRNEE présente des recommandations pratiques et sensées qui pourront venir à bout des entraves au changement; à cette fin, la TRNEE canalise la bonne volonté ainsi que le fruit de l'analyse et de la réflexion d'un réseau d'intéressés.

Pour donner l'impulsion – dans l'arène politique comme sur le terrain – nécessaire à la concrétisation du changement, la TRNEE a entre autres entrepris d'élaborer des indicateurs d'éco-efficacité en partenariat avec le secteur privé. La première étape de ce projet consistait à évaluer la faisabilité d'indicateurs de base de l'intensité de l'utilisation de l'énergie, des matières premières et de l'eau, ainsi qu'à les mettre au point. En 2000, le projet a été réalisé sur une plus grande échelle, et 12 sociétés canadiennes du secteur de la fabrication ont mis à l'essai la valeur et la viabilité des indicateurs dans leur branche d'activité. « Les résultats du projet démontrent que les indicateurs d'éco-efficacité peuvent contribuer concrètement à accroître la durabilité des activités des sociétés de plusieurs branches névralgiques », a ajouté le conférencier. Afin de donner une envergure encore plus grande au projet, la TRNEE s'emploie actuellement à mettre en application les indicateurs dans 60 à 80 sociétés canadiennes qui ne publient pas de rapport sur la

durabilité.

D'autre part, M. McGuinty a décrit une autre importante initiative de la TRNEE : la création d'un éventail restreint d'indicateurs nationaux qui aideront les décideurs économiques à tenir compte des questions environnementales et sociales. Les indicateurs, dont l'élaboration s'étalera sur trois ans, ne visent pas à supplanter le PIB, mais plutôt à présenter les tendances futures qui pourront être analysées avec ce dernier et d'autres mesures classiques. M. McGuinty a expliqué que dans le cadre des travaux sur les indicateurs, son organisme allait déterminer jusqu'à quel point nous vivons du capital, plus précisément du capital produit (l'économie), du capital naturel (l'environnement) et du capital humain et, par conséquent, dans quelle mesure nous mettons en péril l'avenir de générations de Canadiens.

Dans sa conclusion, le conférencier a invité les délégués à collaborer avec la TRNEE afin de relever ce qu'il considère comme le prochain défi de taille : relier et harmoniser les rapports publiés à l'échelle nationale et par les entreprises afin que l'information soit pertinente pour tous les décideurs.

#### ALAN WILLIS

##### L'ICCA ET LA GRI : CAP SUR LES INDICATEURS DE DURABILITÉ À L'ÉCHELLE MONDIALE

Le thème de la publication d'indicateurs a été approfondi par **Alan Willis**, qui représentait l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) et le comité directeur de la Global Reporting Initiative (GRI ou Initiative mondiale sur les rapports de performance). Il a déclaré que les états financiers classiques ne constituent pas un miroir fidèle de la performance des entreprises et de la création de valeur pour les actionnaires. La GRI, qui a publié ses lignes directrices (*Sustainability Reporting Guidelines*) en juin 2000, cherche à ajouter de la valeur en mettant en place

un cadre rigoureux d'indicateurs de durabilité de base à l'intention de divers groupes d'intéressés, entre les sociétés qui publient des rapports, leurs clients et leur personnel, les investisseurs, les autorités, les groupes environnementaux et les groupes de défense de droits de la personne. L'organisme s'est donné pour mission de porter la communication sur la durabilité au même niveau que la communication de l'information financière; en d'autres termes, il veut s'assurer que les rapports sur la durabilité sont pertinents, fiables, clairs, comparables, présentés rapidement et vérifiables.

M. Willis a expliqué que la GRI va de l'avant dans plusieurs secteurs. Premièrement, les lignes directrices font l'objet d'une nouvelle révision en vue d'être diffusées en 2002. Cette phase met l'accent à la fois sur le produit et le processus afin de créer un cadre de communication qui favorise la globalité, l'indépendance et la portée internationale et qui peut être accepté sur une grande échelle. La GRI cherchera à sortir de l'impasse actuelle, c'est-à-dire le fait que les entreprises n'arrivent pas toujours à percevoir l'impact de la performance environnementale sur la création de valeur pour les actionnaires, et que les marchés financiers mettent du temps à apprendre à utiliser les différents outils d'évaluation de la performance des entreprises.

La GRI se penche également sur le rôle de la vérification. Bien que les lignes directrices soient sa principale raison d'être, l'organisme reconnaît que les utilisateurs s'intéressent à la fiabilité de l'information qui leur est transmise et les préparateurs tiennent à ce que leurs rapports soient crédibles et dignes de confiance. C'est pourquoi la GRI a mis sur pied un groupe de travail international chargé de la vérification qui permet aux préparateurs, aux utilisateurs et aux vérificateurs en tous genres d'être mieux informés au sujet de ce qu'ils peuvent attendre de la vérification. Ce groupe de travail peut être un catalyseur de l'harmonisation des pratiques avec les attentes. L'étendue des activités futures de la GRI est illustrée à la **FIGURE 1**.

COMMUNICATION	VÉRIFICATION	UTILISATION
Qualité et quantité de l'information présentée	Certitude quant à la crédibilité et à la fiabilité	Utilisation de l'information présentée
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport de base</li> <li>• Information propre à la branche d'activité</li> <li>• Protocoles détaillés</li> </ul>	Principes généraux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Repères</li> <li>• Formation</li> <li>• Dialogue entre la société et l'utilisateur</li> <li>• Entreprises de services d'information sur la durabilité</li> </ul>
Mandat de la GRI	- Protocoles - Accréditation	

FIGURE 1 : LA GRI DANS L'AVENIR

**MICHEAL KEATING**  
**LE RAPPORT SUR LA DURABILITÉ : RÉPONDRE**  
**AUX BESOINS ET AUX ASPIRATIONS DES**  
**CANADIENS**

Micheal Keating, directeur général du Sustainability Reporting Program, a amené les participants à regarder au-delà des indicateurs en faisant un survol historique de la publication de rapports sur la durabilité et il a ensuite fait

état des besoins et des aspirations des Canadiens que ces documents devront satisfaire. Il a récemment lancé *The Sustainability Report*, qu'il considère comme la vitrine sur le Web de la responsabilité environnementale et sociale du Canada.

Soulignant que l'administration fédérale donnait l'exemple au pays en matière de rapports sur la durabilité dans le milieu des années 1980, M. Keating a donné plusieurs exemples d'initiatives novatrices réalisées par des provinces et des municipalités à ce chapitre (par exemple, les rapports sur l'état de l'environnement de la Colombie-Britannique et du Manitoba, l'Indice de progrès véritable - Atlantique, ainsi que les rapports *State of Our City* de Calgary et *Vital Signs* de Toronto).

Il a poursuivi en disant que, dernièrement, les entreprises ont pris les devants et sont passées à un autre niveau, publiant des rapports non plus seulement sur l'environnement mais également sur le développement durable. Elles demeurent à l'écoute des besoins des intéressés et, de plus en plus, communiquent de l'information sur les tendances à long terme et le bien-être des générations futures.

Compte tenu des défis inhérents à la rédaction de messages importants à l'intention de différentes catégories d'intéressés et à leur transmission par l'entremise de voies de communication multiples, M. Keating croit que l'amélioration des rapports sur la durabilité passe par une meilleure consultation du public et une meilleure rétroaction, un message principalement axé sur les tendances et les résultats au détriment de l'information anecdotique, la transformation de la multitude d'indicateurs en de petites séries d'indicateurs qui donnent aux gens un exposé succinct des questions capitales. En outre, si l'on veut obtenir de bons résultats dans l'avenir, il importe de mesurer l'impact des rapports et d'en tenir compte pour améliorer le processus.

Si chaque société doit adapter les techniques de publication de rapports à ses besoins et continuer à faire preuve d'innovation, les entreprises doivent également collaborer entre elles afin de rehausser la qualité de l'information. M. Keating a invité les participants à conjuguer leurs efforts à cette fin dans les années à venir.

# Le point de vue des praticiens

## SITUATION ACTUELLE ET ORIENTATIONS FUTURES POUR LE CANADA - LE POINT DE VUE DES PRATICIENS

tissent des liens plus solides avec les intéressés.

Les panélistes provenant de grandes sociétés et de groupes-conseils ont approfondi les thèmes abordés par les représentants des institutions. À leur avis, la publication de rapports sur la durabilité est à la croisée des chemins au Canada. Bien que le nombre de sociétés qui diffusent de tels rapports ait connu une croissance spectaculaire, on s'attend à un plafonnement à cet égard dans un proche avenir, au moment où elles prendront un peu de recul et se demanderont si l'exercice est source de valeur.

### VALERIE CHORT, **Deloitte & Touche**

M<sup>me</sup> Chort a soulevé la question de la valeur que procurent actuellement les rapports sur l'environnement et la durabilité aux intéressés. Selon un sondage effectué récemment par Environics (*Corporate Social Responsibility Monitor*), les rapports d'étape publiés annuellement par une société n'ont guère de crédibilité en tant que source d'information sur leur sens de l'éthique et leurs valeurs sociales (4 % des répondants canadiens). Les rapports vérifiés et les rapports à grande diffusion exigés par l'État sont jugés plus crédibles (32 % et 28 % des répondants, respectivement). Enfin, l'information communiquée par les organismes sans but lucratif et celle diffusée par les médias sont sur le même pied à cet égard (29 %).

### GORD LAMBERT, **Suncor Energy**

M. Lambert a fait ressortir d'autres facteurs qui contribuent à accroître la valeur ainsi que d'autres mesures de réussite. Par exemple, le « processus » d'établissement du rapport peut devenir une excellente source de valeur en cela qu'il peut être un moteur du changement, assurer une harmonisation intérieure et supprimer les obstacles extérieurs. « Les rapports obligent les sociétés qui doivent concilier les attentes de divers intéressés en matière économique, sociale et environnementale à se pencher sur ces dilemmes », a mentionné le conférencier. Il a cependant ajouté que, pour sortir d'un dilemme, la communication bidirectionnelle est essentielle et que la publication d'un rapport ne permet pas un tel échange. « Il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que les sociétés arrivent à trancher leur dilemme seules. Dans le secteur de l'énergie, les administrations publiques sont propriétaires des ressources exploitées et, à ce titre, sont responsables devant la population de la définition du bien commun. » En revanche, les sociétés qui ne dissimulent aucune information sur l'impact de leurs activités ont une plus grande crédibilité et

**JOHN ROBERTS, Nexfor**

M. Roberts a déclaré que les 10 ans de comptabilité environnementale de Nexfor confirment sensiblement les propos de M. Lambert en ce qui a trait au processus. Il a indiqué que Nexfor considère cet exercice comme un moyen d'obtenir un permis permanent d'exploiter des ressources naturelles. Toutefois, d'après son expérience, les clients, les fournisseurs et l'État ne tiennent pas à ce que Nexfor leur présente des rapports plus fouillés ou abordent d'autres questions. De plus, la communauté financière n'a pas demandé à la société d'ajouter des éléments dans ses rapports et ne semble pas les utiliser de façon systématique. Il n'est pas évident que la communication de l'information sur la performance environnementale procure un avantage concurrentiel ou des avantages marqués aux actionnaires. Alors, la question demeure : pour quelle raison devrait-on produire de meilleurs rapports?

**VASUDHA SETH, Dofasco**

M<sup>me</sup> Seth a fait remarquer que la publication de rapports sur la durabilité est motivée, non pas seulement par le « processus » ou les « systèmes », mais également par les valeurs de l'entreprise. Dofasco a depuis longtemps intégré son profond engagement envers la collectivité à la prise de décisions stratégiques. Pour susciter davantage d'intérêt auprès de la communauté financière, elle a proposé de renforcer les liens entre les résultats financiers et la performance environnementale et la performance sociale, de manière à traduire les avantages des activités environnementales et des activités sociales de la société dans un langage intelligible à cet important groupe d'intéressés.

**RICHARD GAREAU, DuPont Canada**

M. Gareau a indiqué que DuPont Canada a commencé à publier des rapports sur la durabilité en 1995 dans la foulée du Programme de gestion responsable de l'Association canadienne des produits chimiques, qui exhortait ainsi ses membres à « poser les bons gestes ». L'entreprise voulait également répondre à l'appel de la collectivité, qui aspirait à davantage d'ouverture et de transparence. D'autre part, DuPont Canada tenait à jouer un rôle plus proactif et à amorcer un dialogue avec ses détracteurs et les principaux intéressés. Son rapport *Étude sur la durabilité - Rapport de 2000*, qui renferme des études de cas détaillées à l'appui des données, a été rédigé de manière à pouvoir être compris de tous (grand public, étudiants, etc.) et à favoriser l'établissement d'un dialogue, la rétroaction et les contacts personnels. La société entend mettre en place progressivement l'accès en ligne et les « cyberrapports »

pour l'exercice 2001-2002. DuPont Canada voit d'un bon œil l'établissement de lignes directrices et les nouveaux cadres de publication de l'information. M. Gareau a cependant précisé que le processus ne doit pas être lourd ni coûteux.

**MEL WILSON, PricewaterhouseCoopers**

M. Wilson a présenté une approche afin de trancher une question qui se pose souvent, à savoir si la publication de rapports est davantage motivée par l'éthique ou par des facteurs commerciaux. Cette approche consiste à se concentrer sur la zone mitoyenne, c'est-à-dire l'endroit où les deux catégories de facteurs se rejoignent. Selon M. Wilson, cette zone constitue le fondement même de la réputation de la société. Il estime que la réputation est l'élément moteur du marché boursier. C'est également le trait d'union entre les résultats de la société et son aptitude à les communiquer. Les entreprises qui obtiennent de bons résultats mais qui sont de piètres communicateurs ne tirent pas le meilleur parti possible de leurs atouts et n'enrangent pas la valeur qui est à leur portée.



# Ateliers

## ATELIERS PARALLÈLES EN APRÈS-MIDI

Dans le cadre de cinq ateliers parallèles qui se sont déroulés durant l'après-midi, les délégués ont eu l'occasion d'échanger sur leur interprétation des questions soulevées en matinée par les panélistes, ainsi que d'analyser les possibilités qui s'offrent aux organisations canadiennes afin de servir d'exemple au monde entier en matière de communication de l'information sur l'environnement et la durabilité.

### ATELIER 1 INTÉGRATION DES RAPPORTS AUX COMMUNICATIONS DE L'ENTREPRISE : UNE APPROCHE STRATÉGIQUE

Les participants à cet atelier ont vu comment on peut ajouter de la valeur au processus d'établissement de rapports en intégrant les activités du service chargé des questions de durabilité et d'environnement et celles du service des communications. Ils ont été invités à axer leur intervention sur la meilleure stratégie à adopter afin de parvenir à une telle intégration.

Commentant son expérience à BC Hydro, la présentatrice de l'atelier, **Cynthia Dyson**, a expliqué que, avec le temps, la publication de rapports sur la durabilité avait amené la société à élargir sa stratégie en la matière. La publication de rapports sur sa performance en trois volets (économique, environnementale et sociale) est désormais considérée comme un seul et même outil faisant partie intégrante de la stratégie de développement durable de l'organisation.

Les participants à l'atelier ont laissé entendre que l'intégration du processus d'établissement de rapports aux activités de divers services et unités d'exploitation – sous la gouverne d'un comité directeur multidisciplinaire ou d'une équipe de maîtres d'œuvre ou de parrains – s'avérait essentielle pour obtenir d'aussi bons résultats que BC Hydro. D'un point de vue opérationnel, de telles mesures peuvent également aider l'organisation à prévenir les guerres de territoire pour le contrôle du processus et, au mieux, contribuer à réduire le cloisonnement organisationnel et à mettre en place une structure plus cohésive.

En faisant valider l'information par des tiers, par exemple, un comité consultatif chargé de conseiller le chef de l'exploitation, des organismes non gouvernementaux et

des membres d'une association du secteur d'activité, on peut également bénéficier de conseils dans une optique de valeur ajoutée. Les participants ont conseillé vivement aux organisations qui publient des rapports de ne pas oublier les « gens de l'intérieur », qui peuvent constituer un excellent baromètre de la réussite. Comme l'a fait remarquer un intervenant, « pour être crédible à l'extérieur, l'information doit être crédible à l'intérieur ».

Les participants ont également été invités à décrire ce qui pourrait constituer le rapport optimal dans cinq ans. Au terme d'un débat animé, le composite suivant a pu être élaboré.

### DANS CINQ ANS...

Les rapports seront diffusés en temps réel au moyen d'un site Web très dynamique, qui sera à la fois un portail donnant sur les sites des associations du secteur et des sociétés membres. Les renseignements présentés sur le site seront accessibles par couche (du plus élémentaire au plus complexe); ainsi, les intéressés pourront déterminer de quels renseignements ils ont besoin pour prendre leurs décisions. Le rapport optimal de l'avenir renfermera des indicateurs sociaux qui feront écho aux besoins des intéressés et qui auront été vérifiés par des groupes de l'extérieur qui allient la crédibilité et l'expérience. Les multinationales présenteront des données d'évaluation comparatives émanant de leurs entités nationales et étrangères. Le marketing de masse permettra d'améliorer les communications avec les intéressés. Les sociétés reconnaîtront également que la réussite ne se mesure pas uniquement au nombre de personnes qui « lisent » le rapport : le simple fait que les intéressés savent qu'ils peuvent consulter le rapport de la société est synonyme de valeur.

### ATELIER 2 L'AVENIR DE LA VÉRIFICATION : DONNER LA CERTITUDE EXIGÉE PAR DE MULTIPLES UTILISATEURS

Les participants à cet atelier se sont concentrés sur le rôle éventuel des vérificateurs des rapports. Ils ont convenu que les entreprises devraient faire une large place à la vérification afin d'asseoir leur réputation. En effet, la certitude découlant de la vérification peut favoriser la transparence des rapports sur leur performance et des communications avec les intéressés.

Cependant, ce consensus a été précédé par une discussion animée sur la distinction entre la vérification et la

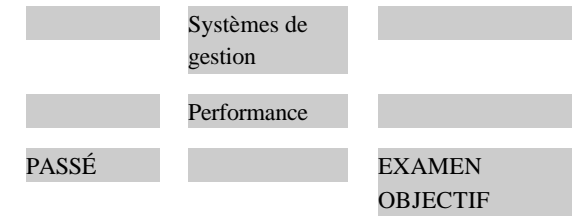
validation.

Les participants se sont accordés à dire que la vérification donne de la valeur et de la crédibilité au rapport grâce à l'objectivité du professionnel comptable. Elle vient boucler la boucle du système de gestion (mesure-rapport-vérification), assure la cohérence de l'information et contribue à la qualité des systèmes et des données sur la performance. La vérification doit s'inscrire dans un contexte structuré, par exemple une norme obligatoire (par opposition à une norme volontaire) établie par le secteur ou encore un régime de conformité et de présentation de l'information. De même, elle exige une connaissance des données de référence comparatives. Par la même occasion, les vérificateurs ne se prononcent pas sur la performance, c'est-à-dire qu'ils n'interprètent pas les données ni ne valident les affirmations de la société. À ce titre, le rôle de la vérification est relativement peu important dans le contexte des objectifs et de la performance de la société en matière de durabilité.

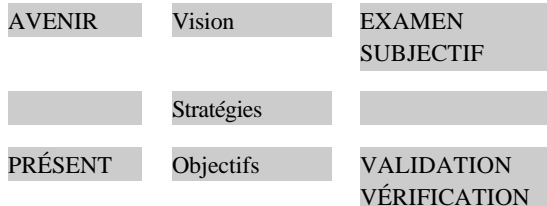
Pour distinguer la vérification de la validation, les participants ont abordé la question sous l'angle d'une progression, soit de l'examen objectif à l'examen subjectif et des orientations passées aux orientations futures. La vérification (examen objectif) porte d'abord sur les systèmes de gestion et la performance (passé) et ensuite sur les résultats déclarés (présent), qui sont évalués par rapport aux objectifs de la société. La validation (examen subjectif) prend le relais à partir de cette évaluation fondée sur les objectifs et amorce une progression qui culmine par un examen de la performance en matière de durabilité à la lumière de la vision de la société et des stratégies adoptées pour concrétiser cette vision. La vérification s'apparente à l'analyse d'un rapport financier par un comptable agréé, et la validation, à l'examen du même document par un analyste financier. Un cabinet de vérificateurs peut se charger de la vérification des données, alors que d'autres groupes d'intéressés peuvent s'occuper de la validation.

**DANS CINQ ANS...**

La vision de l'avenir de la vérification et de la validation des rapports sur l'environnement et la durabilité au Canada est illustrée à la **FIGURE 2**.



**FIGURE 2 : L'AVENIR DE LA VÉRIFICATION ET DE LA VALIDATION**



### **ATELIER 3**

#### **LES RAPPORTS D'ENTREPRISE : COMMENT MAXIMISER LA VALEUR POUR LES INTÉRESSÉS**

Les participants à cet atelier ont reconnu que l'offre et la demande d'information sur l'environnement (et la santé et la sécurité) et la durabilité doivent être étudiées plus attentivement si l'on veut maximiser la valeur de celles-ci pour les intéressés. Du point de vue de l'offre, il est essentiel que les intéressés de l'extérieur répondent aux questions suivantes, en partie pour cautionner et justifier les efforts déployés par la société pour fournir l'information.

- Quelle information doit être fournie?
- À quoi servira-t-elle?
- Quel sera l'impact de la communication d'information de premier ordre ou quelle valeur en découlera (c'est-à-dire comment peut-elle être utilisée de façon constructive)?

Il a été mentionné que, pour que l'initiative de communication sur la durabilité (ce qui englobe la rédaction du rapport sur cette question) repose sur des bases solides, l'organisation doit avant tout se demander comment les activités de communication (collecte, analyse et présentation des données; dialogue avec les intéressés, etc.) contribuent à la réalisation de ses objectifs fondamentaux, notamment au niveau opérationnel, d'où émane une bonne part, voire la majeure partie, de l'information.

La prémisses voulant qu'un rendement du capital investi de 15 % aille de soi a été remise en question et doit être étudiée plus à fond. Certains participants ont laissé entendre qu'une telle attente – qui, pour ainsi dire, pourrait être qualifiée d'exigence fondamentale dans l'optique des marchés financiers – était peut-être insoutenable. Par exemple, les entreprises pourraient continuer à refiler certains coûts environnementaux et coûts sociaux à la collectivité afin que le rendement du capital investi demeure élevé. La reconnaissance de la nécessité d'agir à l'égard de ces coûts et de les considérer comme des possibilités d'investissement peut accroître la durabilité. Cependant, un tel comportement ne récolte pas encore suffisamment d'appuis auprès des marchés financiers et des actionnaires.

Le degré de confiance qui caractérise les relations entre les organisations privées et les intéressés a été considéré comme un élément clé de la demande d'information. Le manque de confiance doit être étudié, mesuré et communiqué en tant qu'élément du capital social. Des méthodes et des techniques d'analyse et de mesure du

capital social sont nécessaires et, heureusement, sont en cours d'élaboration (par exemple, les travaux de recherche réalisés par la Simon Fraser University et la Schulich School of Business avec le soutien de l'ICCA).

Les participants ont également abordé la question des différences existant entre les intéressés au chapitre du pouvoir et de l'influence sur les décisions. Par exemple, certains pays membres de l'Union européenne ont adopté différents modèles de gouvernement d'entreprise qui peuvent conférer différents rôles aux intéressés lorsque vient le temps de déterminer l'orientation future de l'organisation ainsi que ses priorités et les enjeux.

#### **DANS CINQ ANS...**

L'organisation qui fournit l'information sur l'environnement, la santé et la sécurité et les perspectives sociales et économiques (ce qui englobe l'environnement et la durabilité) doit avoir une idée précise de la valeur de la collecte, de l'utilisation et de la présentation de ces données. Il a été mentionné que dans cinq ans, une bonne part de l'information émanera des services opérationnels de l'organisation. Pour ces services, la valeur des investissements effectués par l'organisation afin de compiler et de communiquer de tels renseignements a une incidence déterminante sur la viabilité à long terme de son système global d'information et de rapports ainsi que de sa capacité à cet égard.

Il conviendra d'élaborer de nouveaux indicateurs « avancés », qui permettront d'évaluer la capacité et le niveau de préparation, à titre de compléments aux indicateurs de performance « retardés » actuellement utilisés. La distinction entre les deux types d'indicateur sera plus nette. Les indicateurs avancés contribueront à définir les nouvelles orientations, alors que les indicateurs retardés nous renseignent sur les progrès réalisés.

### **ATELIER 4**

#### **ANALYSE COMPARATIVE DES RAPPORTS ET DES ENTREPRISES : COMMENT MAXIMISER LA VALEUR POUR LA COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE**

Selon le Worldwatch Institute (*Vital Signs 2001*), les investisseurs socialement responsables ont amené, par l'entremise de résolutions des actionnaires, les sociétés à prendre des décisions plus propices à une croissance durable. Aux États-Unis, les investissements effectués suivant les critères de la « responsabilité sociale » sont passés de 59 milliards en 1984 à 2,16 billions de dollars en 1999 (le huitième de l'actif géré par des spécialistes). Dans le contexte de cette augmentation, les participants à l'atelier ont analysé le défi que doivent relever de nombreuses

sociétés qui publient des rapports : comment démontrer aux analystes financiers que les initiatives de l'organisation en matière d'environnement et de durabilité ont bel et bien une incidence favorable sur les résultats financiers. Les participants ont défini la communauté financière dans son sens le plus large afin d'inclure toute la gamme des intéressés, des grandes banques d'investissement aux petits investisseurs en passant par les analystes financiers. Règle générale, ils se sont accordés à dire que le rapport sur la durabilité peut informer le décideur financier des activités sociales et des activités environnementales de l'entreprise, mais que, dans une large mesure, les décisions de placement reposent toujours sur ses résultats financiers.

#### **DANS CINQ ANS...**

Dans leurs rapports, les sociétés canadiennes ont tendance à mettre l'accent uniquement sur les éléments intangibles qui ajoutent de la valeur aux plans social et environnemental, au détriment de la réalité financière sous-jacente. Dans cinq ans, les rapports devront mieux faire ressortir l'importance relative des dimensions sociales et environnementales des pratiques de l'entreprise, par exemple les économies réalisées grâce à la réduction des déchets ou la valeur économique découlant de l'utilisation d'instruments réglementaires ou de mesures volontaires. De plus, il est important de communiquer efficacement les avantages et les inconvénients des activités sociales et des activités environnementales; à cette fin, il convient d'employer un langage intelligible aux investisseurs (par exemple, l'impact sur la marque et la réputation et les relations entre l'efficacité des processus et des produits et la valeur pour les actionnaires).

Les participants ont discuté de la nécessité de recourir à de nombreuses voies de communication afin d'informer diverses catégories d'investisseurs de la durabilité des activités. Les investisseurs n'emploient pas tous les mêmes sources d'information et nombre d'entre eux lisent plusieurs rapports.

La cohérence de l'information, qui facilite la comparaison sur une base annuelle, a également été jugée essentielle à la communication de mesures financières utiles.

Par ailleurs, ce n'est pas parce que des indicateurs financiers précis doivent être élaborés que les rapports qualitatifs perdent leur raison d'être. Souvent, les indicateurs quantitatifs occultent une partie de la réalité, tout particulièrement lorsque l'organisation a consacré beaucoup de temps et d'efforts à ses relations avec une communauté ou un autre groupe d'intéressés afin de régler ou d'éviter un conflit. À cet égard, il conviendra de communiquer non seulement la valeur monétaire (les économies réalisées) du règlement ou de l'évitement du

conflit, mais également la valeur stratégique non monétaire à long terme engendrée par la création du partenariat.

Si, à l'heure actuelle, les pratiques des entreprises en matière de durabilité ne suscitent guère d'intérêt aux fins de la prise de décisions de placement au Canada, les participants à l'atelier étaient d'avis que, avec la mondialisation, les décisions financières qui visent les sociétés canadiennes seront de plus en plus prises à l'étranger.

#### **ATELIER 5 : LIENS EXISTANT ENTRE LES RAPPORTS ET LES INDICATEURS D'EFFICACITÉ ET DE PERFORMANCE FINANCIÈRE : L'ANALYSE DE RENTABILITÉ**

Cet atelier, qui a attiré de nombreux participants, portait sur diverses questions, notamment l'analyse de rentabilité des rapports sur la durabilité, à l'heure actuelle et au cours des années à venir, dans une optique internationale et nationale, ainsi que du point de vue des sociétés.

Selon les participants, l'analyse de rentabilité s'avère capitale si l'on veut rendre le rapport plus accessible et plus attrayant, comprendre la relation existant entre les intéressés de l'intérieur et les intéressés de l'extérieur et répondre à leurs besoins, obtenir l'appui des collègues, fournir à la direction de la société des stimulants, intégrer les indicateurs à la performance de la société et normaliser le processus en général.

Lorsque la question a été étudiée sous l'angle des administrations publiques, une meilleure coordination a été jugée primordiale sur plusieurs fronts :

- **La société doit lier les indicateurs nationaux (c.-à-d. les indicateurs assimilables au PIB) à ses initiatives de communication de l'information sur la durabilité.**
- **Les indicateurs de la société doivent être liés aux exigences réglementaires de tous les ordres de gouvernement.**
- **Toutes les administrations publiques doivent harmoniser leur régime de réglementation de sorte que les sociétés n'aient pas à se demander qui est le responsable. Par exemple, dans le cadre de la réforme budgétaire concernant l'écologie qui est en cours, certains ordres de gouvernement ont prévu des incitatifs à l'égard d'une question, et d'autres, des mesures de dissuasion.**

Certains participants ont fait part de leur frustration face à ce qu'ils considèrent comme un manque de leadership et de vision de la part du gouvernement du Canada, laissant entendre que les efforts de réduction du déficit avaient compromis son rôle. D'autres ont exprimé l'avis que la demande devait reposer sur le consommateur, ajoutant que ses attentes en matière de prix et de valeur (par exemple, la demande de véhicules utilitaires sport) ne cadrent pas toujours avec les stratégies de développement durable. D'autres ont cependant réfuté cette affirmation, soutenant que, en définitive, les actionnaires et les investisseurs traçaient la voie d'une société. Un participant a proposé d'obliger les sociétés à rendre compte de leurs initiatives de développement durable pour être inscrites à la cote de la Bourse de Toronto.

#### DANS CINQ ANS...

Les participants ont convenu que, de plus en plus, la durabilité doit être intégrée à la stratégie globale de l'entreprise à l'aide d'indicateurs de performance. De plus, ils sont parvenus à un consensus sur les facteurs qui incitent et inciteront les sociétés à publier des rapports sur la question. Ils sont résumés dans le tableau ci-après.

#### FACTEURS ACTUELLEMENT PRÉPONDÉRANTS

- Relations avec le personnel et maintien de l'effectif
- Réputation et gestion des risques
- Améliorations au système de gestion
- Permis d'exploitation
- Élément qui permet de se démarquer de la concurrence, d'avoir accès aux capitaux et aux marchés, et de mettre en valeur les relations d'affaires, les partenariats et les coentreprises
- Liens qui créent une demande d'information chez les intéressés de l'intérieur et les intéressés de l'extérieur
- Crédibilité accrue pour ce qui est de la réalisation des objectifs et de la transparence de l'information
- Leadership en matière d'éthique

#### FACTEURS QUI SERONT PRÉPONDÉRANTS AU COURS DES CINQ ANS

- Cadres de réglementation
- Leadership éclairé
- Communauté financière (par suite d'un enrichissement de la terminologie commune)
- Liens avec les résultats financiers
- Mondialisation : augmentation du nombre d'intéressés, complexité des relations avec les intéressés, prise de conscience du pouvoir des intéressés
- Questions relatives au capital social : pauvreté, rareté et dégradation des écosystèmes

# Pleins feux sur la recherche

Voici un résumé de quatre initiatives de recherche canadiennes au sujet de l'état des rapports d'entreprise sur la durabilité et l'environnement, au Canada et ailleurs dans le monde.

## **INITIATIVE DE RECHERCHE N° 1 CORPORATE SUSTAINABILITY REPORTING**

Publié à la fin de 2000 dans le cadre du Sustainability Reporting Program, le rapport *Corporate Sustainability Reporting* passe en revue les rapports de 20 sociétés de divers secteurs, qui ont leur siège en Amérique du Nord, en Europe ou en Australie, afin de faire le point sur les méthodes actuellement employées par les entreprises et les secteurs pour rendre compte de la durabilité de leurs activités. Les rapports ont été évalués à la lumière de divers facteurs, par exemple les lecteurs, les valeurs exprimées et la vision, la politique de la société en matière de rapports, les principes de prise de décision, les liens entre la politique et les activités, les indicateurs de performance, l'impact sur la rentabilité et la compétitivité, la collecte des données et le mode de présentation. En partant du principe que les tendances actuelles en matière de rapports sont révélatrices de la façon dont les entreprises perçoivent la durabilité, le rapport débute par une analyse de questions conceptuelles telles que la raison d'être du rapport et le défi que doivent relever les entreprises, fournit des exemples variés et circonstanciés (ainsi que des liens avec d'autres sites Web, le cas échéant) de pratiques exemplaires, et, fait à souligner, propose trois modèles de rapport efficace. La version intégrale du rapport est accessible à l'adresse suivante :

[www.sustreport.org/business/report/intro\\_1g.html](http://www.sustreport.org/business/report/intro_1g.html).

**Information :** *The Sustainability Report*,  
[www.sustreport.org](http://www.sustreport.org)

## **INITIATIVE DE RECHERCHE N° 2 A BUSINESS CASE FOR CORPORATE SUSTAINABILITY REPORTING**

Le document *A Business Case for Corporate Sustainability Reporting* fait un survol de l'histoire récente des rapports sur la durabilité présentés à l'échelle mondiale et au Canada, et renferme les résultats d'une enquête repère menée auprès de 12 sociétés canadiennes qui présentent de tels rapports. Cette enquête fait le point sur les opinions actuellement

exprimées sur des questions telles que la communication de l'information sur la durabilité au sein de l'organisation et la responsabilité de ce processus, les lecteurs, la diffusion sur Internet, la vérification et l'utilisation d'indicateurs ou de cadres. Les résultats sont résumés sous forme de 10 propositions clés (*Value Propositions*) expliquant comment les rapports sur l'environnement ou la durabilité peuvent devenir des sources de valeur. Terminé en mai 2001, ce rapport est en fait une étude indépendante réalisée par Katharine Partridge sous la direction du professeur David Wheeler, du Erivan K. Haub Program in Business and Sustainability, un programme de MBA offert par la Schulich School of Business de l'Université York.

**Information :** Katharine Partridge & Associates,  
[katharine.partridge@sympatico.ca](mailto:katharine.partridge@sympatico.ca)

## **INITIATIVE DE RECHERCHE N°3 CANADIAN CORPORATE SUSTAINABILITY REPORTING BENCHMARK SURVEY**

L'enquête *Canadian Corporate Sustainability Reporting Benchmark Survey*, qui sera diffusée en octobre 2001, évaluera la qualité et l'intégralité de 35 rapports canadiens à la lumière des indicateurs de la Global Reporting Initiative (GRI), ainsi qu'un éventail élargi de mesures sociales, éthiques et économiques et de certains indicateurs « canadiens », par exemple les initiatives volontaires et les relations avec les autochtones. L'enquête vise à faire la lumière sur les pratiques et les tendances actuellement observées au pays, à évaluer la situation du Canada eu égard aux nouvelles normes et pratiques internationales, à fournir de l'information aux sociétés afin de les aider à améliorer leurs rapports, de même qu'à amener les tiers, entre autres la communauté financière, à s'intéresser à ces rapports. L'enquête est réalisée par Stratos Inc., une société d'Ottawa, avec le soutien de Alan Willis et de SustainAbility.

**Information :** Stephanie Meyer, Stratos Inc.  
[smeyer@stratos-sts.com](mailto:smeyer@stratos-sts.com)

## **INITIATIVE DE RECHERCHE N°4 A CURRENT FRAMEWORK FOR ENVIRONMENTAL REPORTING IN CANADA**

L'étude *A Current Framework for Environmental Reporting in Canada* a été réalisée par Dennis A. Durrant,

de Loba Ltd., pour le compte de CSA (Association canadienne de normalisation) International, en mars 2001. Cette étude porte sur un large éventail de sujets, notamment la présentation de rapports sur l'environnement dans le contexte de l'ensemble des secteurs d'activité, des sociétés, des administrations publiques et de tous les autres intéressés; les exigences réglementaires des administrations publiques canadiennes en la matière et certaines initiatives parapubliques et volontaires qui visent à améliorer la gestion de l'environnement, la performance environnementale et la présentation de l'information aux intéressés; les relations existant entre les systèmes de rapports et les systèmes de gestion de l'environnement ainsi que leur apport à la gestion et aux résultats de l'organisation; une analyse des outils actuellement utilisés pour communiquer l'information contextuelle. Dans sa conclusion, l'auteur de l'étude mentionne, entre autres, que, malgré la diversité des approches et des besoins ainsi que la confusion entourant les outils pouvant être utilisés, l'information sur la durabilité suscite de plus en plus d'intérêt et est de plus en plus utilisée, tout particulièrement dans le secteur privé. M. Durrant a indiqué que les sociétés qui publient les rapports et les utilisateurs doivent apprendre à utiliser les outils de communication actuels et échanger davantage sur le fruit de leur expérience, et qu'un leadership doit être exercé afin que les efforts – qu'ils soient exigés par la réglementation ou volontaires – visant à améliorer le cadre canadien soient reconnus comme essentiels au commerce, à la compétitivité et au bien-être social.

**Information :** CSA International, [www.csa-international.org](http://www.csa-international.org)

# Conférenciers et participants

## CONFÉRENCIERS

### DAVID WHEELER

Président et directeur, Erivan K. Haub Program in Business and Sustainability, Schulich School of Business, Université York; ex-directeur, Politique environnementale et sociale, The Body Shop International; auteur de l'ouvrage *The Stakeholder Corporation* (Pitman, 1997).

### JOHN ELKINGTON

Président et fondateur de SustainAbility; auteur et coauteur de plus de 30 ouvrages et rapports, entre autres *Green Consumer Guide*; *Cannibals with Forks: The Triple Bottom Line of 21st Century Business* (Capstone Publishing, 1997); *The Chrysalis Economy* (Capstone, juin 2001, Union européenne; John Wiley, juillet 2001, États-Unis).

### DAVID MCGUINTY

Président-directeur général de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE); ex-directeur des politiques et des programmes et conseiller spécial du président de la TRNEE; spécialiste du droit et des politiques de l'environnement et des ressources naturelles en pratique privée et en gestion de programmes de développement international et de formation professionnelle.

### ALAN WILLIS

Représentant de l'Institut canadien des comptables agréés et du comité directeur de la Global Reporting Initiative (GRI); expert-conseil en mesure de la performance et en communication de l'information sur cette question, notamment dans l'optique de la durabilité, du gouvernement d'entreprise et de la reddition de comptes.

### MICHEAL KEATING

Fondateur et directeur général du Sustainability Reporting Program; auteur de six ouvrages, dont *The Earth Summit's Agenda for Change: A Plain Language Version of Agenda 21 and the Other Rio Agreements*; journaliste primé pendant 23 ans, dont neuf ans au quotidien *The Globe and Mail* en tant que spécialiste des questions environnementales.

### VALERIE CHORT

Chef de secteur, Environnement, Santé et Sécurité, Deloitte & Touche; ex-vice-présidente, Environnement, Santé et Sécurité, Husky Injection Molding Systems; ancienne experte-conseil chez Arthur D. Little.

### GORD LAMBERT

Directeur, Développement durable, Suncor Energy Inc.; ex-directeur, Développement durable, TransAlta Corp.; 15 ans à la Compagnie pétrolière impériale Ltée.

### JOHN ROBERTS

Vice-président, Environnement, Nexfor Inc.; ex-membre du personnel du groupe des services environnementaux de Noranda Inc.; pendant 10 ans, expert-conseil en environnement (spécialités : traitement des déchets, évaluation environnementale, choix des emplacements et décontamination).

### VASUDHA SETH

Directrice générale, Environnement et Énergie, Dofasco Inc.; ex-membre du personnel de la planification intégrée de cette société.

### RICHARD GAREAU

Directeur, Affaires publiques, DuPont Canada Inc.; ex-directeur, Image et Communications, Phoenix International Sciences de la Vie; directeur, Relations publiques et Communications, Novartis Pharma; directeur, Relations d'entreprise, Ciba-Geigy.

### MEL WILSON

Directeur principal et spécialiste en gestion de l'environnement, PricewaterhouseCoopers; biologiste professionnel; vérificateur environnemental agréé; conseiller en gestion agréé (CMC); administrateur et vice-président de l'Association canadienne de vérification environnementale.

# Conférenciers et participants

## **PARTICIPANTS**

Anik Aichaud, Alcan Inc.  
Kathrin Bohr, Schulich School of Business  
Kevin Brady, Five Winds International  
Amanda Brewer, Noranda Inc.  
Valerie Chort, Deloitte & Touche  
Dale Coffin, Noranda Inc.  
Ross Conner, Hudson Bay Mining and Systems  
Pauline De Jong, IER, Services de planification, de recherche et de gestion  
Nancy Doucet, Association canadienne de vérification environnementale  
Cynthia Dyson, BC Hydro  
Charlene Easton, Programme d'action environnementale, Jamaïque - National Environment and Planning Agency  
John Elkington, SustainAbility  
Rick Findlay, Pollution Probe  
Jim Frehs, Ressources naturelles Canada  
Dominique Ferrand, Fonds Desjardins Environnement (comité consultatif)  
Richard Gareau, DuPont Canada Inc.  
Pierre Gratton, L'Association minière du Canada  
Ruth Greey, Association canadienne de l'électricité  
David Hecnar, Alcan Inc.  
Mary Hemmingsen, BC Hydro  
Celesa Horvath, PanCanadian Petroleum Limited  
Michael Jantzi, Michael Jantzi Research Associates Inc.  
Brent Johnston, Direction générale de la politique stratégique, Industrie Canada  
Joanne Jones, Schulich School of Business  
Michael Keating, Sustainability Reporting Program  
Rob Kerr, Envirovics International  
Matthew Kiernan, Innovest  
Amanda Kramer, Industrie Canada, Affaires environnementales  
Sonia Labatt, Institut pour l'étude de l'environnement, University of Toronto  
Gord Lambert, Suncor Energy Inc.  
Thierry Larrivee, Global Responsibility  
Marc Lemieux, Gaz Métropolitain  
Carlos Leschziner, BASF Canada  
Mary MacDonald, Sustainability Reporting Program  
David McGuinty, TRNEE  
Stephanie Meyer, Stratos Consulting  
Jim Middleton, Inco Limitée  
David Moore, Institut canadien des comptables agréés  
Donna J. Morrison, Financière Manuvie  
Jenni Myllynen, Schulich School of Business  
Ken Nakahara, Toronto Hydro Energy Services Inc.  
Michelle Ng, Faculté d'études environnementales, Université York  
Peter Nicoll, Billiton Base Metals  
Ron Nielsen, Alcan Inc.  
Bea Olivastri, Les Ami(e)s de la Terre  
Jane Pagel, Jacques Whitford Environment Limited  
Tracy Parker, Schulich School of Business  
Katharine Partridge, Schulich School of Business  
Kim Peters, Sustainability Reporting Program  
Julie Pezzack, Stratos Inc.  
Beverly Pickard, Falconbridge Limitée  
Calvin Price, Placer Dome Inc.  
John Roberts, Nexfor Inc.  
Benoit Rochelleau, Alcan Inc.  
Walter Ross, Laidlaw Foundation  
Helen Ryan, Environnement Canada  
Jack Santa-Barbara, Action 2020  
Dianne Saxe, avocate  
Vasudha Seth, Dofasco Inc.  
Greg Shields, Institut canadien des comptables agréés  
David Simpson, Interpraxis Consulting  
Jim Stirling, Dofasco Inc.  
Sylvie St-Laurent, Association des produits forestiers du Canada  
Shiv Sud, Ministère de l'Environnement de l'Ontario  
Lise Sylvain, Aluminerie Luralco - Alcoa  
Sarah Thorne, Decision Partners  
Stefania Trombetti, Environnement Canada  
Anita Veel, Nexfor Inc.  
Kirsten Vice, Association des produits forestiers du Canada  
Mei-Ling Wei, Schulich School of Business  
Paul Werbiski, Ontario Power Generation  
Don Wharton, TransAlta Corporation  
David Wheeler, Schulich School of Business  
Alan Willis, ICCA, GRI  
Mel Wilson, PricewaterhouseCoopers  
Alexandra Wright, Association canadienne des producteurs pétroliers

# Organisateurs du Sommet

## LES ORGANISATEURS

### **SUSTAINABLE ENTERPRISE ACADEMY/**

#### **ERIVAN K. HAUB PROGRAM IN BUSINESS AND SUSTAINABILITY**

La Sustainable Enterprise Academy a été fondée dans le cadre du Erivan K. Haub Program in Business and Sustainability de la Schulich School of Business, de l'Université York. Par l'entremise de la Sustainable Enterprise Academy, le Haub Program propose aux cadres supérieurs des cours de perfectionnement et de formation professionnelle en collaboration avec des partenaires canadiens et étrangers. La Academy est commanditée par AMEC, Dofasco, DuPont Canada, Petro-Canada et la Suncor Energy Foundation. Le programme Haub englobe aussi la recherche et offre des possibilités d'apprentissage diversifiées et uniques au 1<sup>er</sup>, au 2<sup>e</sup> et au 3<sup>e</sup> cycles.

### **SUSTAINABILITY REPORTING PROGRAM**

Le Sustainability Reporting Program (SRP) est le centre de communication du Canada pour toutes les questions et les tendances en matière de durabilité qui façonnent notre avenir. Organisme indépendant et non partisan, le SRP utilise les meilleures sources d'information qui soient sur la durabilité. C'est également un centre d'expertise en production de rapports sur l'environnement et la durabilité. Il est commandité par la Laidlaw Foundation, Environnement Canada, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Santé Canada, Alcan Inc. et DuPont Canada Inc.

### **REMERCIEMENTS**

Le Sommet et le présent rapport n'auraient pas été possibles sans nos commanditaires (voir la page de la table des matières), nos conférenciers (voir page 17) et les collaborateurs suivants :

Rédaction du rapport : **Katharine Partridge**; organisation du Sommet : **Paul Wyminga et Mima Caruana**; **PRÉSENTATEURS DES ATELIERS ET CONFÉRENCIERS** : **Cynthia Dyson**, directrice, Communications et Consultation, BC Hydro; **Rick Findlay**, directeur, Water Programme, Pollution Probe; **Jim Frehs**, analyste principal des politiques, Ressources naturelles Canada; **Michael Jantzi**, président, Michael Jantzi Research Associates Inc.; **Matthew Kiernan**, directeur général, Innovest Strategic Value Advisors; **Gord Lambert**, directeur, Développement durable, Suncor Energy Inc.; **David McGuinty**, président-directeur général, Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie; **Ron Nielsen**, directeur, Affaires environnementales et Viabilité, Alcan Inc. **Bea Olivastri**, présidente, Les Ami(e)s de la Terre; **John Roberts**, vice-président, Environnement, Nexfor Inc.; **Helen Ryan**, conseillère spéciale, Environnement Canada; **Paul Werbiski**, conseiller principal, Environnement, Ontario Power Generation.

**ANIMATEURS DES ATELIERS** : **Kevin Brady**, directeur, Five Winds International; **Valerie Chort**, chef de secteur, Environnement, Santé et Sécurité, Deloitte & Touche; **Mary MacDonald**, associée principale, Sustainability Reporting Program; **Katharine Partridge**, Schulich School of Business; **Sarah Thorne**, associée, Decision Partners; **Mel Wilson**, directeur principal et spécialiste en gestion de l'environnement, PricewaterhouseCoopers. **RAPPORTEURS** : **Kathrin Bohr**, Schulich School of Business; **Nancy Doucet**, Association canadienne de vérification environnementale; **Michelle Ng**, Faculté d'études environnementales, Université York; **Tracy Parker**, Schulich School of Business; **Kim Peters**, Sustainability Reporting Program.

# Personnes-ressources

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER À :

David Wheeler, président et directeur  
Erivan K. Haub Program in Business and Sustainability  
Schulich School of Business, pièce 200-F  
4700, rue Keele  
Toronto (Ontario) M3J 1P3  
Téléphone : (416) 736-5809  
Télécopieur : (416) 736-5195  
Courriel : [dwheeler@schulich.yorku.ca](mailto:dwheeler@schulich.yorku.ca)

Michael Keating, directeur général  
Sustainability Reporting Program  
10, avenue Astor  
Toronto (Ontario) M4G 3M2  
Téléphone : (416) 425-0005  
Télécopieur : (416) 425-0019  
Courriel : [mkeating@sustreport.org](mailto:mkeating@sustreport.org)  
Site Web : [www.sustreport.org](http://www.sustreport.org)

**sustainable enterprise academy**  
**Sustainability Reporting Program**